

Conseillers en exercices :29
Présents :20
Votants :29

L'an deux mil vingt trois, le quinze février, le Conseil Municipal de la Commune de BEAURAINS, étant assemblé en session ORDINAIRE en salle du conseil, après convocation légale (le 09/02/2023), sous la présidence de M. PETIT Jean-Louis

OBJET : MOTION POUR UNE REFORME JUSTE ET DEMOCRATIQUE

PRESENTS : Mme BENOIT Maryline, Mme CAPET Carine, Mme DERAËVE Caroline, M. DUPOND Cédric, Mme DUTERIEZ Micheline, M. EVRARD Michel, Mme FRUCHART Christelle, Mme GALLET Sabine, M. HARMEGNIES Jean-Thierry, M. HURET Hervé, M. IBISEVIC Kémal, Mme LANCE BARSACQ Emilie, Mme LE GARDIEN Christine, Mme LETUPPE Sylvie, M. MOUTON Patrice, M. PETIT Jean-Louis, M. SCOAZEC Jean-Jacques, M. VENEL Eric, M. VEZILIER Vincent, Mme WALLET Anne

EXCUSES : Mme BETREMIEUX Christina donne pouvoir à Mme WALLET Anne, M. SIMON Reynald donne pouvoir à M. PETIT Jean-Louis, Mme SEGUELA Véronique donne pouvoir à M. VENEL Eric, M. RENARD Sébastien donne pouvoir à M. EVRARD Michel, Mme TOURNEMAINE Myriam donne pouvoir à M. DUPOND Cédric, M. BERGOGNON Bruno donne pouvoir à M. HURET Hervé, Mme TENAGLIA Gwénola donne pouvoir à Mme BENOIT Maryline, M. ANSART Pierre donne pouvoir à Mme DUTERIEZ Micheline, M. GACI Jérémy donne pouvoir à M. IBISEVIC Kémal

Mme GALLET Sabine est élue Secrétaire de séance

MOTION POUR UNE REFORME JUSTE ET DEMOCRATIQUE

Depuis le début de mobilisation contre la réforme de retraites, les élus sont interpellés par de très nombreux citoyens et employés exprimant leur colère face aux effets néfastes d'un projet qui révèle, chaque jour un peu plus, son caractère profondément injuste.

Les Français sont inquiets et rejettent massivement cette réforme. La mobilisation sociale lors des journées nationales d'action est sans précédent. Le gouvernement persiste pourtant dans une voie contestée, qui ne peut mener qu'à la régression sociale et à une grande difficulté pour nos populations.

Nous pensons notamment au recul de l'âge de départ à la retraite pour des salariés qui peinent déjà à terminer leur carrière en bonne santé, à l'allongement de la durée de cotisation sachant que ceux qui arrivent à la retraite dans les prochaines années ont parfois eu des carrières morcelées et n'ont intégré comme nombre de nos agents la fonction publique que tardivement, comme bien sûr aux inégalités accrues en défaveur des femmes qui bien souvent ont eu des emplois à temps partiel, ou des périodes d'inactivité pour élever leur enfants. La conséquence, pour ceux qui auront eu des carrières incomplètes, sera nécessairement de travailler plus longtemps ou de rester dans des situations précaires (maladie, invalidité, chômage, RSA, ...) plus longtemps avant de pouvoir en bénéficier.

Pour nos communes le projet contient également une augmentation des cotisations retraites payées par les collectivités de 1% dès l'année 2024, ce qui représente un coût non négligeable alors que nous devons déjà faire face à une augmentation inégalée des coûts de l'énergie, à une hausse importante des coûts de l'alimentation et des fournitures. Il s'agit là d'une difficulté supplémentaire pour les finances des communes de notre pays, aujourd'hui largement fragilisées par une inflation galopante.

Nous jugeons inacceptable que l'État en profite une fois de plus pour mettre en difficulté l'action des collectivités territoriales et des communes, tant sur le plan humain que financier. Il les pousse ainsi dans la voie d'une augmentation des impôts locaux ou alors d'économies entraînant à terme des suppressions de services qui semblent de plus en plus inévitable, cela alors que le besoin de lien social et de soutien est de plus en plus important pour nos habitants.

D'autres solutions et moyens pour financer les retraites et aider les collectivités existent au regard des richesses existantes dans notre pays. Le déficit annoncé (sachant que le régime de retraites est excédentaire depuis 2 ans, contrairement à ce qui avait été annoncé lors des précédentes

réformes) est infime, au regard des centaines de milliards d'aides diverses aux entreprises pas toujours efficaces, d'exonérations de cotisations, de dividendes, distribués

A l'heure où les Français souffrent quotidiennement des augmentations du coût de la vie et se demande comment terminer leur fin de mois, le gouvernement par sa réforme rajoute de la frustration, de l'angoisse et de l'incertitude sur la durée du travail, la santé et la précarité des salariés et des futurs retraités. Ce projet doit être retiré et un vrai débat doit s'engager avec les représentants des salariés et des collectivités, comme avec tous les citoyens, pour aboutir à une augmentation généralisée des salaires face à l'inflation, à une meilleure prise en compte de la pénibilité, à l'égalité salariale entre hommes et femmes, cela pour aboutir à une réforme juste et démocratique du financement de la retraite qui serait acceptable pour l'avenir des futurs retraités, des salariés et de nos enfants.

Le Conseil Municipal de Beaurains soutient à l'unanimité cette motion.

**Le Maire,
Pierre ANSART**

